

# Rezensionen = Comptes rendus

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse**

Band (Jahr): **32 (1938)**

PDF erstellt am: **17.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## REZENSIONEN. — COMPTES RENDUS.

**Sancti Ignatii de Loyola Constitutiones Societatis Iesu**, *Monumenta Ignatiana*, series IIIa, t. II (*Mon. Hist. Societatis Iesu*, vol. 64), **Textus Hispanus**, in-4<sup>o</sup>, cCLXXII-824 pp., Romae (Borgo S. Spiritu 5) 1936, L. 90.

La III<sup>me</sup> série des *Monumenta Ignatiana*, dans la grande collection des *Mon. Hist. Soc. Iesu*, est consacrée aux constitutions originales de l'Ordre. Un premier tome, en 1934, avait publié les documents préparatoires à cette législation. Ce deuxième tome édite le texte espagnol, le premier en date, quoique le dernier connu du public. Un troisième s'occupera du texte latin, version du précédent.

La publication des Constitutions sous leur forme espagnole n'est pas une petite affaire. On en connaît, en effet, plusieurs témoins successifs qui montrent que, du vivant de saint Ignace, elles n'ont cessé de se perfectionner. Une longue introduction s'attache à préciser l'histoire de ces transformations avant d'aborder l'édition proprement dite. On examine donc l'origine et l'histoire des divers éléments qui composent les Constitutions. L'éditeur fait une brève revue de l'évolution subie par certaines institutions de l'Ordre pendant les premières années. Viennent alors une étude sur l'auteur et ses coopérateurs ; des indications sur le lieu (Rome) et la durée du travail de rédaction (de 1545-47 à 1556, mort de saint Ignace), les sources (rapports avec d'autres règles) et la promulgation du texte.

Trois éléments s'intègrent dans les premières Constitutions, dont l'origine et le temps de maturité diffèrent ; aussi l'éditeur les considère-t-il séparément : l'Examen, les Déclarations, les Constitutions proprement dites.

L'Examen est un opuscule qui doit permettre au candidat de connaître la Compagnie et à la Compagnie de connaître le candidat. Rédigé vers 1546, il a pénétré dans le texte des Constitutions dès 1550 (I<sup>re</sup> partie, chapitre V), sans pour cela cesser d'évoluer. L'éditeur en publie sur quatre colonnes les formes successives : textes des environs de 1546 (que précédait sans doute un brouillon disparu) et de 1550, de 1556 (à la mort de saint Ignace), de 1594 (texte approuvé par la V<sup>me</sup> congrégation de la Compagnie, à Rome). Suit le texte des Déclarations sur l'Examen, mode d'emploi de ces prescriptions.

Les Constitutions et leurs déclarations ne sont venues au jour qu'un peu plus tard. Les deux premiers textes édités (*a* et *A*) datent des environs de 1550 ; bien que certaines ébauches disparues aient précédé *a*, on peut le considérer comme texte originel. Le troisième texte (*B*) est en l'état de 1556. Le quatrième (*D*) est de 1594. Des Déclarations, cette fois encore, suivent les divers paragraphes, renseignées par des lettres. Un bon nombre de ces Déclarations, au cours de l'évolution du texte, ont été détachées des Constitutions elles-mêmes, parmi lesquelles elles se trouvaient.

La publication d'un si grand nombre de textes successifs ne permet pas seulement de suivre pas à pas l'évolution des lois de la Compagnie ;

elle permet aussi d'assister de tout près à leur élaboration. Saint Ignace en est bien l'auteur. Les trois premiers manuscrits des Constitutions (a, A, B) offrent souvent des textes ou des notes de sa propre main. Le texte B ne porte-t-il pas le nom traditionnel d'autographe ? Toutefois, la part du collaborateur de saint Ignace, Jean de Polanco, paraît bien importante. C'est lui qui, à partir de 1547, a présidé à la rédaction ; il est responsable de l'ordre des matières, de la phrase, souvent, et même, pour certains points (dans la quatrième partie), de la substance. Saint Ignace, en ce cas particulier, ne demeure l'auteur que parce qu'il dirigeait le travail et l'approuvait.

Dans l'excellent instrument de travail que constitue ce tome des *Monumenta*, les historiens n'apprécieront pas seulement la commodité, la clarté et la richesse de l'édition de textes, avec ses apparats, ses notes, ses renvois, ses appendices, ses index (personnes, choses, lieux), mais aussi l'utilité des indications historiques fournies par l'introduction, qui permettront d'utiliser et de comparer aisément des textes que leur nombre même et leurs origines enchevêtraient quelque peu.

Fr. M. H. Vicaire O. P.

**Henri Næf : Les origines de la Réforme à Genève.** La cité des Evêques — l'Humanisme — les signes précurseurs. Genève (libr. Alex. Jullien) et Paris (libr. Droz) 1936. VIII-504 pp.

Pour commémorer le quatrième centenaire de la Réforme à Genève, la Société d'histoire et d'archéologie de cette ville a chargé M. Næf d'étudier la vie genevoise à la fin du XV<sup>me</sup> siècle et au commencement du XVI<sup>me</sup>, afin de « montrer dans quel milieu et sous l'influence de quelles contingences s'étaient formés les évangéliques ».

Dans une première partie, l'auteur décrit par leur aspect extérieur le centre religieux et les institutions qui vont faire l'objet de son étude : le diocèse de Genève, les églises et les couvents de la ville, l'Evêque, le Chapitre, le clergé séculier et régulier, ses conditions sociales, son importance numérique. Il définit ensuite les relations politiques de la cité avec ses voisins. Genève évolue vers la démocratie ; elle se détache peu à peu de la Savoie et entre avec elle en conflit, parce que, comme le dit Bonivard, les ducs « ne pouvaient admettre qu'un évêque pût être leur supérieur, là où ils possédaient quelques droits » (p. 124). L'Evêché était devenu l'apanage de la maison de Savoie, mais l'Evêque, à l'instigation de la ville et parce que le duc empiétait de son côté, finit par supprimer certaines prérogatives que celui-ci y exerçait : le vidomnat en particulier. Les eiguenots — Eidgenossen, partisans de la combourgeoisie, dont Pierre de la Baume notamment était l'adversaire — voulaient au contraire un Evêque entièrement autonome. Le supplice de Lévrier, en 1524, et déjà celui de Berthelier, en 1519, loin de subjuguier la ville à la maison ducal, ne fit que l'en détacher davantage et que préparer la libération définitive, malgré la fraction opposée : les mamelus ou monseigneuristes, qui étaient savoyards avant tout.

Dans une deuxième partie, M. Næf aborde l'objet propre de son travail, la vie intérieure de la cité : les manifestations de la piété, les prières publiques ;

celles en particulier qu'on décrétait lors d'un danger public ou pour recommander solennellement à Dieu les âmes des défunts. Il expose les rapports du gouvernement avec les couvents ; il nous entretient des confréries, de la prédication (soulignant à ce propos certaines rivalités amusantes) ; il parle des peines ecclésiastiques, des indulgences, des pratiques superstitieuses. Les mœurs en général, puis spécialement celles du clergé font l'objet d'un chapitre particulièrement intéressant. L'auteur passe ensuite aux manifestations de l'art religieux ; il décrit les progrès de l'enseignement, les débuts de l'imprimerie. Dans une troisième partie enfin, il nous présente les humanistes de Genève : principalement le fameux médecin Agrippa, allemand d'origine (devenu protestant, sans aucun doute possible, conclut M. Næf), Frère Lambert, Franciscain d'Avignon et quelques-uns de leurs amis. Puis, dans un chapitre qu'on ne s'attendait pas à retrouver dans un volume consacré à Genève, mais que nous sommes, naturellement, loin de regretter, l'auteur raconte les efforts des Réformateurs pour implanter leurs idées à Fribourg ou en Valais, leur campagne couronnée de succès à Berne, l'attitude de l'évêque de Lausanne, Sébastien de Monfalcon. Il rappelle les disputes théologiques de Baden, en 1526, de Berne, en 1528, les tentatives de la Réforme en Savoie et à Lyon. Enfin, un dernier chapitre est réservé aux débuts du protestantisme à Genève : les premiers symptômes de l'esprit nouveau, tels qu'ils apparaissent, jusque vers 1524, chez les imprimeurs, les poètes, au théâtre, ainsi que chez des hommes comme Amé Lévrier.

M. Næf nous avertit, dans sa préface, qu'il n'a pas voulu, à la manière de la plupart des historiens, se cantonner dans l'une des deux alternatives suivantes : dénoncer les turpitudes de l'Eglise de cette époque et exalter par suite la Réforme, ou bien, au contraire, « marquer la prépondérance de l'armée bernoise sur les destinées de Genève et abaisser par conséquent leur valeur spirituelle ».

Reconnaissons que l'auteur a visé à la plus stricte impartialité. Il n'a pas hésité à faire, à plus d'une reprise, des aveux significatifs et à soutenir des thèses que nous, catholiques, n'étions guère habitués à trouver sous une plume protestante. Nous aurions même, dans un cas ou l'autre (ainsi, p. 75 sq., dans l'appréciation finale sur Aymon de Gingins et sur Pierre de la Baume) fait moins de concessions et montré plus de sévérité.

Inversement, M. Næf ne s'étonnera pas — et ne nous en voudra pas de le lui dire franchement — que nous ne puissions souscrire à certaines appréciations qu'il porte, spécialement sur le caractère fondamental du mouvement luthérien. Ce sont là problèmes de théologie plus que d'histoire et une discussion à ce propos ne serait donc ici pas en place.

Voici par contre quelques inexactitudes de langage ou erreurs de détail que M. Næf nous permettra de lui signaler : P. 24 : il ne faut pas, au XVI<sup>m</sup>e siècle du moins, compter les enfants de chœur parmi les clercs, ni dire, sans explication (p. 34), que « l'officialat enregistrait les confessions ». — P. 67 : Pierre de la Baume a été créé, le 19 décembre 1536, cardinal-prêtre non pas « du titre de Saint-Jean, Saint-Paul et Saint-Pammaque » mais de l'église que Pammachius, un ami de saint Jérôme, avait construite sur



l'emplacement d'un ancien *titulus* et dédiée aux martyrs romains Jean et Paul. — Le mot « Eucharistie » est pris, à plus d'une reprise (p. 154, 208, 259), dans une acception incorrecte, ou qui aurait, du moins, nécessité une explication. — P. 196 : Il est inexact de dire qu'on bénéficiait d'indulgences pour dix années. — P. 237. Il ne faut pas parler du *dogme* du célibat des prêtres, ni affirmer que c'est Grégoire VII seulement qui l'a imposé. Le célibat des clercs parvenus aux ordres majeurs fut d'abord un usage et non pas une loi, mais, dès le IV<sup>me</sup> siècle, les conciles occidentaux en ont fait peu à peu une règle. Au synode romain de 386 — sans parler de conciles provinciaux antérieurs, tels que celui d'Elvire — le pape Sirice l'exige formellement des prêtres et des diacres et il entend, comme Innocent I peu après lui, imposer cette loi à tout l'occident. Saint Léon, au milieu du V<sup>me</sup> siècle, renouvelle les mêmes prescriptions et les étend aux sous-diacres. Il y eut, il est vrai, sur ce dernier point surtout, des hésitations, voire même de l'opposition, mais le principe fut néanmoins accepté dans un grand nombre de provinces. S'il y eut un fléchissement au VIII<sup>me</sup> siècle, la situation s'améliore au contraire sous les Carolingiens. Elle baisse de nouveau au X<sup>me</sup> siècle, pour se relever avec les papes énergiques du XI<sup>me</sup> siècle. Les deux premiers conciles œcuméniques du Latran (1123 et 1139) imposent définitivement le célibat et sont parfaitement écoutés, au moins jusqu'à la fin du XIII<sup>me</sup> siècle. Il est donc inexact de prétendre qu'« il faut arriver au concile de Trente pour trouver... l'ordre de chasteté perpétuelle que les siècles antérieurs n'avaient pas encore promulgué de manière absolue » (p. 238) et tout autant de dire : « Le clergé séculier avait-il jamais observé strictement la chasteté ? Rien n'est moins certain » (p. 250). Charles-Quint et, après lui, Ferdinand avaient demandé la suppression du célibat ecclésiastique ; Philippe II, au contraire, était absolument opposé à cette concession, attitude que Pie IV finit par adopter ; mais il ne faut pas affirmer que « Charles-Quint, en vertu du pouvoir que lui conférait le sacerdoce impérial, autorisa en 1548, pendant l'Intérim, le mariage des prêtres » (p. 237). M. Næf rappelle la mesure du concile de Bâle, décrétant que les clercs concubinaires seraient privés de leur bénéfice et il ajoute : « On comprend désormais pourquoi ce *modus vivendi* moral, assimilable à un mariage non canonique impliquant l'entretien et l'éducation des enfants, fut beaucoup moins fréquent qu'une forme de polygamie, fort proche de la débauche. » A en juger par ce qui se passait chez nous, nous croyons cette affirmation, si nous la comprenons bien, tout à fait contestable, de même que nous rejetons l'insinuation qui termine ce paragraphe : « Si le concile (de Trente) proclame le devoir de continence, il insiste toujours essentiellement sur le crime des concubinaires, sans spécifier formellement le libertinage. » Une note renvoie à l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert ; il aurait fallu se documenter ailleurs. — L'utilisation de la même Encyclopédie a également induit l'auteur en erreur au sujet des vigiles nocturnes (p. 257). Elles n'ont aucunement été établies pour supplanter des fêtes licencieuses de l'antiquité. C'était surtout à cause de la communion par laquelle elles se terminaient, comme aussi vu la nature du lieu où elles se passaient, que l'on s'abstenait de manger ; mais ce jeûne était le côté

accidentel d'une cérémonie qui consistait avant tout à prier. Les deux notions finirent cependant par s'associer si étroitement que, lorsque la première fut tombée en désuétude (longtemps avant le concile de 1332) la deuxième demeura, tout en conservant le nom de « vigile ». — « Closure », à la p. 255, doit être un lapsus, et c'est par inadvertance que M. Næf parle de *chanoines* de Saint-Nicolas, à propos d'une mesure prise en 1508 (p. 352), et qu'il souligne que, au cours des années critiques de 1522 à 1530, ce ne sont pas les Jésuites qui ont sauvé, à Fribourg, la foi ancestrale (p. 356) : Les Jésuites ne devaient arriver dans nos murs qu'un demi-siècle plus tard ; mais surtout, à cette date, la Compagnie de Jésus n'existait pas encore.

Reconnaissons d'ailleurs que ce qui est dit, pp. 345-57, de la résistance opposée par le gouvernement de Fribourg à la pénétration de la Réforme donne la note juste et (malgré quelques petites erreurs de dates et inexactitudes de traduction) l'impression exacte de la réalité. On peut en dire autant du volume tout entier, et c'est le meilleur éloge qu'on en puisse faire. M. Næf était d'ailleurs bien préparé à cette tâche par ses travaux antérieurs. Ajoutons que la présentation du volume est très soignée. Il est orné de plusieurs planches fort bien venues. La conception du travail est originale et plus encore la manière de l'exposer. Le style de M. Næf est nerveux — parfois même un peu sibyllique — et toujours très châtié. On lit son livre avec autant de plaisir que d'intérêt. Cette étude a pris beaucoup plus d'ampleur que l'auteur ne l'avait prévu : malgré ses 500 pages in-8°, ce premier volume ne lui a de loin pas permis de réaliser le plan qu'il s'était tracé. Une suite nous est promise, qui poursuivra cet exposé jusqu'en 1536. Elle paraîtra, nous dit l'avant-propos, dans un délai aussi court que possible. L'intérêt très grand que nous avons pris à la lecture de la première partie nous permet de dire très sincèrement que nous attendons la seconde avec impatience.

L. Wæber.

**Marius a Mercato Saraceno, O. M. Cap. : Relationes de origine Ordinis Minorum Capuccinorum** in lucem editae a P. Melchiore a Poblada eiusdem Ordinis. Monumenta historica Ordinis Minorum Capuccinorum, Vol. I, Assisi 1937. Lxxxix-552 p.

Die im XVI. Jh. von den franziskanischen Observanten sich ablösende Reform der Kapuziner fand in P. Mario von Mercato Saraceno ihren ersten Chronisten. P. Mario schrieb drei Berichte über die Ursprungsgeschichte seines Ordens : den ersten i. J. 1565 für den Herzog der Toscana, Cosimo I de' Medici, den zweiten i. J. 1578-79 auf Anregung des Kardinals und Vizeprotektors der Kapuziner, Giulio Antonio Santori, den dritten und größten nach Erscheinen der Informatione... intorno la Origine della Congregazione dei Reverendi Frati Capuccini (Venedig 1579) des Gioseffo Zarlino, Kapellmeisters in Venedig. Zarlino wies die Darlegungen des P. Mario zurück, die Matteo von Bascio als ersten Kapuziner hinstellten, und beanspruchte den Titel des Urhebers der Kapuzinerreform für P. Paolo von Chioggia. Die auf P. Mario folgenden Chronisten des Kapuzinerordens übernahmen im wesentlichen das von ihrem Vorgänger gezeichnete

Bild. Der bedeutendste unter ihnen ist Bernardino von Colpetrazzo, der noch vor P. Mario zu den Kapuzinern übergetreten ist und die für diese Reform wichtigsten Jahre von 1535 bis 1537 miterlebt hat. Seine Chronik enthält denn auch wertvolle Angaben, die die von P. Mario gebotene Darstellung der Entstehung der Kapuzinerreform ergänzen, klären und verbessern.

Die von P. Melchior besorgte Ausgabe der drei Berichte des P. Mario bietet einen kritisch erarbeiteten Text. Der Herausgeber ist dabei dem heute üblichen Verfahren für textkritische Quellenedition gefolgt. Seine Aufgabe gestaltete sich insofern leichter, als die handschriftliche Überlieferung der genannten Werke des P. Mario nicht reich ist und gerade die ältesten Abschriften eine gut leserliche Schreibweise enthalten. Wertvoll für den Historiker ist der reichhaltige Apparat von erklärenden Bemerkungen, die zeigen, daß der Herausgeber sich fleißig in der einschlägigen Literatur umgesehen hat. Die Einleitung zur Ausgabe orientiert über das Leben und die Werke des P. Mario. Hier zeigt die Arbeit des P. Melchior einen bedeutsamen Fortschritt gegenüber der früheren Forschung. Der Herausgeber ist denn auch imstande, da und dort berichtigende Angaben gegenüber vorausgehenden Veröffentlichungen anzubringen. Zuweilen hat P. Melchior Resultate der früheren Forscher einfach übernommen, ohne dabei auf die noch ungelösten Probleme einzugehen. So wird über den Vergleich zwischen der *Descrittione* des P. Mario und der Darstellung der Entstehung der Kapuzinerreform in den Marken und in Calabrien, die der Zisterzienserabt Silvestro Maruli seiner *Historia sagra intitolata Mare Oceano di tutte le Religioni del mondo* (Messina 1613) eingefügt hat, wieder das gleiche gesagt, was schon P. Eduard von Alençon darüber geschrieben hat (*De Primordiis Ordinis Fratrum Minorum Capuccinorum* (Rom. 1921, S 68-70). Im Anhang veröffentlicht P. Melchior noch zwei Quellen, die mit dem ersten Bericht des P. Mario vom Jahre 1565 in enger Beziehung stehen: den Abschnitt über die Kapuziner aus der Geschichte der Orden, die der Jesuit Paolo Morigia i. J. 1569 in Venedig erscheinen ließ, und die Schrift des Gioseffo Zarlino.

Von besonderem Interesse ist die Auffassung des P. Melchior über die Glaubwürdigkeit der Kapuzinergeschichte des P. Mario. Der Herausgeber führt die Aussagen des Chronisten über die Aufgabe des Geschichtschreibers an, sowie jene Stellen aus dessen Chronik, in denen P. Mario über sein Bemühen, zuverlässige Nachrichten zu erhalten, Auskunft gibt. Gestützt auf diese Angaben des Chronisten glaubt P. Melchior die komplexe Frage der Glaubwürdigkeit für P. Mario in bejahendem Sinne beantworten zu können. P. Melchior hat sich offenbar darüber nicht Rechenschaft gegeben, daß mit der Feststellung des Wahrheitswillens des Chronisten über die Zuverlässigkeit seiner Darstellung wenig gesagt ist. Wir haben durch Einsicht in die Berichte des P. Mario feststellen können, daß es sich dabei nicht um eine rein referierende Quelle handelt, sondern um eine tendenziös abgefaßte Verteidigungsschrift der Kapuzinerreform. Bewußt wird der Gründungsanteil des Matteo von Bascio an dieser Reform betont und damit die Behauptungen der Gegner zurückgewiesen, Lodovico

von Fossombrone oder Bernardino Ochino sei der Urheber der Kapuzinerreform. Um den Standpunkt des Chronisten richtig zu kennzeichnen, ist es nötig, sich etwas in die Streitigkeiten zwischen franziskanischen Observanten und Kapuzinern einzufühlen und die Behauptungen und sogar Verleumdungen zu kennen, die den Kapuzinern von ihren Gegnern ins Gesicht gesagt wurden. Sie finden in der Chronik des P. Mario einen deutlichen Niederschlag. Die Gewährsmänner, auf die P. Mario sich beruft, haben beim Aufbau der Kapuzinerreform keine wichtige Rolle gespielt, auch nicht Matteo von Bascio, von dem der Chronist im Widerspruch zu seiner Darstellung berichtet, daß er nie die Absicht gehabt habe, eine von den Observanten getrennte Reformkongregation ins Leben zu rufen (*Relationes de origine etc.*, p. 183). Auf bedeutsamere Zeugen stützt sich dagegen der zweite Chronist des Kapuzinerordens, P. Bernardino von Colpetrazzo. Messen wir die Zuverlässigkeit der Berichte des P. Mario an den selbständigen Nachrichten des P. Bernardino und vor allem an den Quellen erster Hand (Urkunden, Briefe und Aufzeichnungen, die den Ereignissen ganz nahe stehen), so zeigt es sich, daß die Angaben des P. Mario auf schwachen Füßen stehen. Das ist schon durch die Arbeiten des P. Eduard von Alençon zur Genüge festgestellt worden (*Tribulationes Ord. Fratrum Min. Capuccinorum primis annis Pontificatus Pauli III [1534-1541]*, Rom 1914 und *De Primordiis Ord. etc. s. o.*). Wir werden in einer noch zu veröffentlichenden Arbeit die obigen Ausführungen eingehender darlegen.

Stans.

*Theophil Graf* O. M. Cap.

**Bertogg, Hercli : Beiträge zur mittelalterlichen Geschichte der Kirchengemeinde am Vorder- und Hinterrhein.** xv-158 SS. Mit einer Übersichtskarte. Chur, Verlag Bischofberger & Co., 1937.

Die vorliegende Arbeit ist eine historische Dissertation der Universität Zürich, entstanden auf Anregung von Prof. K. Meyer. H. Bertogg ist protestantischer Pfarrer in der bündnerischen Gemeinde Trins und mußte seine Studien während seiner Amtstätigkeit, also unter erschwerten Umständen, absolvieren. Diese Tatsachen müssen bei der Einschätzung der folgenden Kritik berücksichtigt werden.

Nehmen wir es gleich vorweg : obwohl die Untersuchung mit großem Fleiß und teilweise weitgehenden archivalischen Forschungen unternommen worden ist, bleibt sie letztlich doch ein Zeugnis unhistorischen Denkens. Gegen die angewendete Methode erheben sich die schwersten Bedenken. Doch kann es nicht unsere Aufgabe sein, auf alles einzugehen. Wir können nicht die Rolle des verantwortlichen Lehrers übernehmen.

B. setzt sich zum Ziel, die Ausbildung der « autonomen Kirchengemeinde » im Gebiete des Vorder- und Hinterrheins darzustellen. Doch kann er sich nicht darauf beschränken, uns darzutun, was wir auf Grund des einschlägigen bündnerischen Quellenmaterials wirklich wissen oder mindestens mit höchster Wahrscheinlichkeit annehmen können. Statt die näher liegenden Parallelen in den übrigen Bistumsgebieten in Vergleich



zu ziehen, müssen ihm eine Reihe gewiß sehr verdienstlicher, aber auf gänzlich verschiedenen Verhältnissen aufgebauter Werke zum Beweise einer von vornherein konstruierten Entwicklung dienen (vgl. p. 13 : « Wenden wir nun die Ergebnisse Imbarts auf Obersaxen an ! » ; s. auch p. 47). Diese Entwicklung reicht, mit viel zu wenig betonten Differenzierungen, von den Anfängen des Christentums bis 1526, da durch die bekannten 2. Ilanzer Artikel die « autonome Kirchgemeinde » vollendet wird. Die den historischen Verhältnissen Gewalt antuende Konstruktion scheint zwar die Dinge zu vereinfachen, ihr Resultat zeigt aber dem Kenner der bündnerischen Kirchengeschichte ein verwirrendes Gemisch von richtigen Einsichten und grundfalschen Meinungen.

Am Aufbau der Arbeit läßt sich die aprioristische Methode mühelos nachweisen. Die einleitenden Bemerkungen (1-6) und auch die Umschreibung der Großpfarre in Tuverasca (7-22) können zunächst übergangen werden. Der II. Abschnitt (22-46) und ebenso der III. Abschnitt (47-76) zeigen jedoch schon, daß Bertogg sich hier von *einer* Grundidee gänzlich beherrschen läßt. Es ist der Begriff der Eigenkirche, von dem einmal der angesehene französische Forscher, M. Bloch, sagen konnte, er werde für alle Dissertanden zu einem unheilvollen « Sesam öffne dich ». Ohne jede Zurückhaltung und unbeschwert von irgendwelchen Zweifeln wendet B. das Eigenkirchenwesen auf die rätischen Verhältnisse an. Karls d. Gr. sogen. *Divisio* bedeutete für Rätien gewiß eine Revolution und schuf neue Rechtsverhältnisse. Aber damit ist nicht bewiesen, daß das Eigenkirchenwesen in vorfränkischer Zeit so beherrschend gewesen ist, wie B. es wahr haben will. Statt unermüdlich und unbedenklich Rückschlüsse zu ziehen, würde es sich bei so dürftiger Quellenlage geziemen, das Schweigen zu bewahren. Ist Karls d. Gr. *Divisio* eine Revolution gewesen — dafür sprechen ja die Umstände — dann geht es nicht an, die früheren Verhältnisse den neuen völlig gleichzusetzen. Die Geschichte kennt ja noch viele Säkularisationen der Kirche. Aber konnten sie sich dabei auf zuvor geltendes Recht stützen und haben sie immer einen dauernden Rechtszustand geschaffen ? Ob die rätischen Landkirchen durch Ablösung von der bischöflichen Kirche oder auf dem Wege des Eigenkirchenwesens entstanden sind, kann ohne genügende neue Quellen, bei unserer so mangelhaften Kenntnis der Anfänge des Bistums einfach nicht bewiesen werden (vgl. unzulängliche Einreden Bs. p. 53 Anm. 119). Statt der langen, merkwürdig anmutenden Digressionen (p. 22ff.) hätte B., der die Bedeutung der Stadt Chur unterschätzt (31 ff. s. R. v. Planta, Über die Sprachgeschichte von Chur. Bündner Monatsblatt 1931, p. 97 ff.), das Verhältnis der bischöflichen zur königlichen Politik näher beleuchten dürfen.

Viel Besseres gelingt B. beim III. Abschnitt nicht. Auch hier wirkt sich der Begriff der Eigenkirche nicht zum Vorteil der Arbeit aus. B. übersieht völlig, daß auch ohne vorheriges Bestehen eines Eigentumsrechtes an einer Kirche Kollaturrechte entstanden sein können. Die Kontinuität der historischen Entwicklung darf nicht so hemmungslos behauptet werden. Was auf Grund einwandfreier Urkunden wirklich bewiesen werden kann, muß als außerordentlich dürftig angesehen werden.

Selbst die Urkunde vom 20. April 1459 (gedr. p. 120), so interessant sie ist und so große Bedeutung B. ihr auch beimessen mag, reicht keineswegs zu jenen Schlüssen aus, welche B. zieht, Von einer Säkularisation der Kirche zu sprechen, ist völlig unzulässig (63). Voraussetzung müßte dann schon ein bewiesener Gegensatz zwischen dem Feudalherrn und dem Bischof sein; es kann jedoch positiv nicht gesagt werden, ob der Schiedsspruch ohne Einverständnis der kirchlichen Obrigkeit gefällt worden ist. Das Vorhandensein der Urkunde im bischöflichen Archiv spricht viel eher gegen diese Annahme, ebenso der Wortlaut der Urkunde selbst (65). Der Verfasser sieht überhaupt nur Gegensätze zwischen Gemeinden und kirchlicher Obrigkeit.

Mit dem Begriff der Eigenkirche verbindet er nämlich den zweiten Begriff der «autonomen Kirchgemeinde», der zu noch unglücklicheren Konsequenzen führt. Im ersten Fall zwingt die dürftige Quellenlage — sofern man das Schweigen nicht vorzieht — zu Vermutungen und Hypothesen. In den folgenden Abschnitten (IV = 76-108, V = 109-117) kann der Verfasser die Urkunden nicht mehr richtig deuten. Was Kirchgemeinde im Mittelalter sein soll, vermag B. eigentlich nicht zu sagen. Er, der gelegentlich in einen etwas lehrhaften Ton verfällt (p. 2, 47), begnügt sich, diesen Begriff der modernen Gesetzessammlung für den Kt. Graubünden evangelischen Teils 1926 zu entlehnen (p. 2, 82). In keiner Weise wird bewiesen, daß Pfarrei und politische Gemeinde im Mittelalter zwei verschiedene Einheiten darstellen. Doch mit dem Begriff der «Kirchgemeinde» wird nun die Fahrt durch die folgenden Jahrhunderte fortgesetzt und sorgsam abgesehen, was irgendwie unter das Schema passen kann, und übergangen, was für eine starke Differenzierung der Verhältnisse überhaupt spricht. Das Motiv für neue Kapellenstiftungen, Verselbständigung von Filialkirchen usw. muß wohl oder übel die Befreiungstendenz der «Kirchgemeinden» bleiben. Verbunden ist sie mit einem starken subjektiv gefärbten religiösen Bedürfnis. Ob dabei die Verpflichtungen der Tochterkirchen oder auch die neuen Rechte mit oder ohne Bestätigung der kirchlichen Obrigkeit festgesetzt worden sind, das hat nicht viel zu besagen (vgl. p. 63, Anm. 148). Aus dem Gegensatz Gemeinde — Bischof erklärt sich die endgültige Emanzipation der Kirchgemeinden, welche nach Meinung Bs. in den 2. Ilanzer Artikeln Gesetzeskraft erlangt hat (s. 109 ff). Nach den vielen Erfahrungen der letzten Jahre verwundern wir uns nicht mehr über alles, was aus den Ilanzer Artikelbriefen erschlossen wird. Wir staunen nicht mehr über die längst zu völliger Erstarrung gediehene einseitige Bewertung des 2. Artikelbriefes. Doch auch ein Protestant sollte sich vor einer allzu emphatischen Belobigung dieser Artikel hüten. Die Herausgabe der Stiftungsgüter an die Erben richtete sich keineswegs immer nur gegen die katholische Kirche. Ging die Gemeinde zum Protestantismus über, erhielten die katholischen Erben der Stifter die Möglichkeit, das Stiftungsgut der nun protestantischen Kirchgemeinde gerichtlich zu entziehen. Statt immer wieder zu behaupten, die Ilanzer Artikel hätten allgemein gültiges Recht geschaffen, wäre es an der Zeit, einmal die zahlreichen Urkunden zu sammeln, die gegen eine solche An-



nahme sprechen. Die Ilanzer Artikel von 1526 waren u. E. überhaupt revolutionär. Die revolutionäre Bauernbewegung von 1525 bleibt auch für Graubünden eine Tatsache. Mehr haben wir in diesem Zusammenhang nicht zu bemerken.

In tatsächlicher Voreingenommenheit ist B. an seine Aufgabe herangegangen. Doch auch die paläographischen Voraussetzungen sind nicht eben die besten. Daß fehlerhafte Wiedergabe von gedruckten Texten bis zur Unverständlichkeit möglich ist, zeigt ein Zitat p. 52. Da ist folgendes zu lesen: « omnes ecclesiae in circuitu sedis nostrae antiquitus semper ad episcopis furerunt possesse tulerunt » (C. D. I., p. 27 heisst es: Tulerunt domine omnes ecclesias in circuitu sedis nostrae, quae antiquitus semper ab episcopis fuerunt possesse... »). p. 106 mißversteht B. die aus Wegelins Regesten der Abtei Pfäfers Nr. 850 zitierte Urkunde. Das Regest ist für die Bewertung des Sachverhalts ungenügend. Hat B. das Original eingesehen? Dann konnte ihm die richtige Namensform des Notars nicht entgehen: Lucius Marcus Munghofer. p. 107 ist die Urkunde von 1508 (Wegelin Nr. 853) gänzlich mißverstanden. Es handelt sich um eine ganz gewöhnliche Reservation einer Pension bei Pfründenschub. Was das Kloster sich sicherte, war lediglich sein Spolienrecht, für dessen *eventuellen* Auskauf es die Summe von 30 Gl. festsetzte. p. 81 ist das Urteil des geistlichen Gerichts als solches nicht erkannt worden. Sonst hätte B. die Sachlage ganz anders charakterisieren müssen. Zudem ist ganz Unmögliches gelesen worden. Diutus statt diutius mag als Druckfehler hingehen. Wie kann B. jedoch lesen: et in trina devenuta? Statt: et in tercia dominica! Jedermann kann kleineren Irrümern verfallen, keiner ist vor Druckfehlern gefeit. Hier aber zeigt sich mehr: der Mangel an paläographischer Schulung. Der Druck der Urkunde vom 20. April 1459 (p. 120) ist mit zahlreichen Fehlern belastet, obwohl sie prächtig geschrieben ist. Wer ebenda die lat. Bestätigungsurkunde von Bischof Ulrich liest, wird der Unstimmigkeiten sofort gewahr. Davon, daß wir über die Editions-methode nichts hören, wollen wir schweigen. Interpunktion und Orthographie sind in ihrer Regellosigkeit bedenklich. Es tut weh, solches sagen zu müssen.

Die Aufgabe hätte anders angepackt werden müssen. B. hätte von sichern Tatsachen ausgehen müssen. Die Institution des Patronatsrechts hätte ihm den einzig richtigen Ansatz gegeben. Doch kennt er sie schlecht, sehr schlecht. (Vgl. p. 66 f., 98). Eine sorgfältige Erfassung der Kollatur- und Filialverhältnisse hätte zunächst sichere Ergebnisse erbracht. Was die kirchliche Autorität in der Regel bei Kaplaneistiftungen und Pfarreitrennungen als zulässig erachtete — es war viel mehr als B. glaubt — und was, an diesen Forderungen gemessen, wirklich außergewöhnlich war, hätte B. dann nicht mehr entgehen können. Doch eine umfassende Sammlung *aller* einschlägigen Urkunden, auch der schwierigeren lateinischen Stücke, wäre hiefür Voraussetzung gewesen. Für das Frühmittelalter freilich wäre er auch so über Vermutungen kaum hinausgekommen. Doch was geboten worden wäre, hätte mehr Vertrauen gefunden. (Die Übersicht über die einzelnen Pfarreien [p. 137 ff.] wird das Brauchbarste bleiben).

So aber bleibt es bei einem großen Unbehagen. Der Widerspruch regt sich fast ohne Unterbruch. Zahlreiche andere Irrtümer mußten übergangen werden. Unser Urteil gilt nicht der Person, die wir sehr achten, es gilt einzig der Sache. Schade um den großen Fleiß, die sehr aner kennenswerte Mühe des Verfassers, der bei besserer Leitung und anderen Voraussetzungen wesentlich Befriedigenderes geschaffen hätte. Daß die Dissertation keine sorgfältigere Überprüfung gefunden hat, muß freilich am meisten Bedenken erregen.

Oscar Vasella.

**Histoire de l'Eglise**, publiée sous la direction de A. Fliche et V. Martin. T. IV. De la mort de Théodose à l'élection de Grégoire le Grand, par **P. de Labriolle, G. Bardy, Louis Bréhier et G. de Plinval**. Paris, Bloud et Gay, 1937. 612 p. in-8°. 60 fr. (relié : 100 fr.).

Le 4<sup>me</sup> tome de cette Histoire de l'Eglise embrasse une période de deux siècles ; aussi est-il plus volumineux que ceux que nous avons successivement présentés à nos lecteurs.

La première partie nous conduit jusqu'au Concile de Chalcédoine.

M. de Labriolle traite des dernières mesures — mesures d'intolérance — de l'Eglise contre le paganisme. Il donne un tableau suggestif des temples païens qui ont été détruits et ne cache pas la responsabilité de Théophile d'Antioche ainsi que de Schenoudi à ce sujet. Il conclut, vu les exceptions assez nombreuses qu'on doit lui opposer, qu'il faut douter du bien-fondé de ce principe qui, au dire de Paul Allard, aurait présidé à la politique ecclésiastico-impériale : détruire le paganisme, mais épargner les monuments de l'art antique.

Passant aux querelles origénistes, M. de Labriolle est sévère, avec raison, pour saint Epiphane. Il porte sur ces discussions un jugement qui se rapproche de celui du P. Cavallera et n'hésite pas à prendre plutôt la défense de Rufin. Il nous donne ensuite sur saint Augustin et la Cité de Dieu un chapitre remarquable et, selon son habitude, très neuf. Il reprend l'examen des différents mouvements hétérodoxes que l'évêque d'Hippone a dû combattre : le manichéisme d'abord, dont il ne faut, dit-il, pas exagérer la diffusion, ni par conséquent l'émoi qui en est résulté. Aux découvertes du Fayoum de 1930, il est fait allusion implicitement dans le texte et indirectement dans les notes (qui auraient dû signaler l'article important de MM. Schmidt et Polotsky paru dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie de Berlin, 1933, N° 1, p. 1-90). M. de Labriolle passe ensuite aux dernières phases de la lutte contre le donatisme. Saint Augustin est l'âme de cette campagne, qu'il veut publique et non pas restreinte à des conciliabules de théologiens.

M. de Plinval nous donne sur la question pélagienne un chapitre remarquable : le fameux moine breton est arrivé à Rome plus tôt qu'on ne le dit d'ordinaire : déjà vers 380. Contrairement à la thèse soutenue par Dom de Bruyne, il n'est pas l'auteur de la vulgate des épîtres de saint Paul : il suit simplement le texte traditionnel, tout en utilisant les améliorations apportées par saint Jérôme. M. de Plinval porte sur ce dernier

un jugement assez sévère mais justifié, et déclare, au sujet de Julien d'Eclane, que l'attaque dirigée contre lui par saint Augustin, dans le *Contra Iulianum*, a conféré au personnage une notoriété qu'il ne méritait pas. Quant au semi-pélagianisme — terme que, visiblement, notre auteur n'aime guère — c'est tout simplement la réaction du monachisme gaulois contre les exagérations de langage auxquelles aboutit l'évêque d'Hippone dans ses dernières années, réaction qui s'est trouvée coïncider avec le pélagianisme de la fin, ce qui lui valut (il n'y a pas longtemps : à la fin du XVI<sup>me</sup> siècle seulement) cette dénomination à tout le moins regrettable.

Avec M. le chanoine Bardy, nous abordons l'Orient : saint Jean Chrysostome, son épiscopat à Constantinople, l'apaisement entre ses adversaires et ses partisans qui suivit l'exil de l'illustre proscrit, puis l'épiscopat d'Atticus, qui lui succède jusqu'à la nomination de Nestorius. M. Bardy passe ensuite à saint Cyrille d'Alexandrie et au nestorianisme. Il se rallie, dans son exposé, à l'article du *Dictionnaire de théologie catholique* de M. Amann, tandis qu'il trouve unilatéral le récit de l'*Histoire des conciles* de Hefelè et considère le petit livre du P. d'Alès comme un travail de vulgarisation. Du concile d'Ephèse, il dit qu'il « s'acheva sans gloire » — ce qui ne doit naturellement pas s'entendre d'une proclamation dogmatique qu'on pourrait être tenté de lui attribuer, puisque, de fait, le concile n'en a pas portée, son rôle s'étant borné à déposer Nestorius — mais de sa dissolution par Théodose, après que l'empereur eut mandé à Chalcedoine les délégués des deux partis : ceux de la majorité et ceux du conciliabule des Orientaux et constaté qu'ils n'arrivaient pas à s'entendre. Puis, M. Bardy montre le rôle pacificateur rempli désormais, jusqu'à sa mort, par saint Cyrille, acceptant l'« acte d'union », bien que celui-ci fût moins cyrillain de formule qu'oriental, c'est-à-dire influencé par la terminologie d'Antioche. L'auteur plaide les circonstances atténuantes en faveur d'Eutychès, qui se conformait, quant aux mots, aux expressions de saint Cyrille, et il juge le « brigandage d'Ephèse » comme on le fait d'habitude.

M. Bardy passe ensuite à l'Occident, nous parlant de la papauté depuis Innocent I (et même un peu avant) jusqu'à saint Léon. Innocent est caractérisé par son esprit conciliant. Zosime est resté connu par quelques initiatives malheureuses : son essai d'ériger à Arles un vicariat apostolique et ses velléités de réhabiliter Célestius, ce qui équivalait à remettre en question toute l'affaire pélagienne. Le paragraphe consacré à saint Léon présente inévitablement quelques redites, ce grand pape étant intervenu non seulement dans les controverses théologiques, mais encore dans d'autres questions examinées dans les chapitres précédents.

La deuxième partie du volume va de Chalcedoine jusqu'à l'avènement de Justin I<sup>er</sup>. M. Bardy raconte les discussions théologiques qui ont suivi le concile, puis l'affaire de l'Hénotique et la politique religieuse d'Anastase. Il adopte la thèse de M. Lebon au sujet de Sévère d'Antioche : ce dernier pense en somme comme saint Cyrille ; « son erreur consiste à condamner saint Léon et le concile de Chalcedoine. Il en va de même de tous les Sévériens, que l'on peut qualifier de monophysites modérés » (p. 309, n. 1). M. Bardy est, par contre, moins convaincu de l'orthodoxie de Julien d'Hali-

carnasse et de ses disciples, dont le tort, au dire de M. Draguet, aurait consisté simplement à se servir d'expressions amphibologiques. Son attitude est celle de la majorité des critiques, qui ne peuvent s'empêcher de trouver, chez les apthartodocètes, des expressions rappelant le docétisme et qui hésitent à entrer dans une voie aboutissant à innocenter, si ce n'est Eutychès lui-même, du moins ce qu'on est convenu d'appeler le semi-monophysisme. S'efforçant de caractériser les deux tendances opposées en christologie, M. Bardy écrit que les monophysites, en parlant d'une nature dans le Christ, entendent le mot au sens concret, pour dire un principe d'opération, un seul agisseur, qui est Dieu, tandis que les Latins prennent ce terme au sens concret « signifiant par là précisément l'humanité et la divinité en tant que telles, indépendamment de la personne concrète qui en est en quelque sorte le support. Ils disent donc qu'il y a deux natures dans le Christ,... et pour dire qu'il n'y a qu'un seul agisseur responsable, ils enseignent qu'il y a une personne ». M. Bardy ajoute : « Lorsque les disciples de saint Cyrille entendent parler de deux natures, ils comprennent deux agisseurs, deux personnes, ou tout au moins deux centres distincts d'attribution » (p. 309, n.1). Ces expressions nous semblent être en partie inexactes et ouvrir la porte au monothélisme, la personne n'étant pas un centre d'action mais le sujet d'attribution auquel se rapportent les deux espèces d'activité, divine et humaine, du Christ.

M. Bardy décrit ensuite la situation de l'Eglise de Perse et de celle d'Arménie, celle-ci s'orientant plutôt vers Constantinople que vers Edesse, parce que cette dernière ville était perse, et c'est ce qui lui valut d'être entraînée finalement dans le monophysisme, qui était devenu la doctrine officielle de Byzance depuis la proclamation de l'Hénotique par l'empereur Zénon, tandis que la Perse inclinait vers le nestorianisme pour le motif inverse : le désir de résister mieux à Constantinople. Enfin, le même M. Bardy résume l'histoire des papes après Chalcédoine jusqu'à la mort de Symmaque.

M. de Labriolle, en nous parlant de l'Eglise et des barbares, donne de nouveau l'impression de dire de l'inédit ou de le dire du moins d'une manière nouvelle.

Il place le baptême de Clovis à Reims, vraisemblablement à Noël 498 ou 499 ; le roi des Francs s'est converti à la suite d'un vœu fait avant la bataille livrée aux Alamans et les miracles dont il a été le témoin sur la tombe de saint Martin ont achevé de le convaincre. C'est la solution qui fut préconisée par M. von den Steinen, professeur à Bâle, et que M. Levillain vient de défendre à nouveau, tandis que M. Krusch fait baptiser Clovis à Tours, en 508, ou 507, et que M. le chanoine Saltet, répondant à M. Levillain, dans une polémique qui se poursuit, assez vive, ne retient comme motif déterminant que les miracles de saint Martin. On sait, d'autre part, que la lettre d'Anastase II à Clovis, au sujet de son baptême, comme celle de Symmaque à saint Avit et deux autres encore sont des faux de l'Oratorien Vignier. M. Havet avait déjà pour le moins soupçonné la chose. M. Rahner, un élève de M. Levison, semble l'avoir prouvé définitivement dans une étude parue chez Herder en 1935.

Les pages, précises et fermes, consacrées par M. de Plinval à l'activité



doctrinale dans l'Eglise gallo-romaine, lui fournissent l'occasion de faire l'éloge du monastère de Lérins et de tracer un beau portrait de Césaire d'Arles : élevé à l'épiscopat, il demeure moine, austère et sévère ; « il aurait pu fonder une œuvre magnifique, si l'empire des Goths ne s'était pas écroulé et il aurait tenu près de Théodoric la place de saint Ambroise auprès de Théodose » (p. 410).

Avec la 3<sup>me</sup> partie, nous passons, sous la conduite de M. Bréhier, à Justin, qui rétablit l'orthodoxie en Orient. Justinien, son neveu, qui se piquait de théologie, se montra sévère, lui aussi, pour les païens qui subsistaient ainsi que pour les hérétiques, mais, guidé par cette idée qu'il y aurait moyen de s'entendre et d'arriver à la pacification religieuse, il eut des égards — et Théodora même des sympathies — pour les monophysites. Vers la fin de son règne se place le 5<sup>me</sup> concile œcuménique, soit le deuxième de Constantinople, avec les mesures de violence employées par l'empereur contre le pape Vigile, qui finit par céder et par condamner les Trois Chapitres. Cela n'empêche pas que Justinien, écrit plus loin M. Bréhier, « ne reconnaît au pape pas seulement une primauté d'honneur, mais qu'il n'a pas même l'idée qu'un dogme puisse être promulgué, fût-il dû à l'initiative impériale, sans son assentiment formel. Les contraintes les plus odieuses imposées à Vigile ne sont qu'un aveu implicite de cette doctrine » (p. 536).

M. Bréhier nous présente ensuite les successeurs de Justinien, renvoyant souvent à l'ouvrage posthume de Mgr Duchesne : *l'Eglise au VI<sup>me</sup> siècle*. M. Bardy nous parle à nouveau des Eglises de Perse et d'Arménie, puis, avec l'aide de M. Bréhier, nous trace le tableau de l'expansion de la foi chrétienne depuis l'année 400 jusqu'à saint Grégoire le Grand.

Enfin, une quatrième partie est consacrée à l'histoire interne de l'Eglise. Les manifestations de la vie chrétienne en Orient sont exposées par M. Bréhier, tandis que c'est M. de Labriolle qui s'en est chargé pour l'Occident, et qui nous donne, de plus, un chapitre, original et nouveau dans une Histoire de l'Eglise, sur la culture chrétienne. L'occasion s'y présente pour lui de résumer un travail antérieur sur l'histoire du mot *parochia* et de donner des aperçus intéressants sur la coutume, qui se répand au IV<sup>me</sup> siècle, de donner un nom — un nom de baptême — aux catéchumènes lors de leur admission définitive dans l'Eglise. Les dernières pages enfin sont réservées à la personnalité de saint Benoît, à sa Règle et à la diffusion de celle-ci.

L'auteur ou les auteurs de toute Histoire de l'Eglise portent naturellement un intérêt spécial à leur pays. La Gaule bénéficie donc naturellement, dans cette collection française, d'un traitement de faveur. D'autres nations, la Suisse par exemple, sont, par contre, plus ou moins préteritées. De l'origine de nos diocèses, il n'a été fait mention jusqu'ici, sauf erreur, qu'une seule fois : au t. III, p. 217, pour signaler l'érection de l'évêché de Bâle. Ceux de Sion et de Genève auraient dû, avec plus de raison, trouver place dans ce même troisième tome, et les autres dans le quatrième.

La pluralité des collaborateurs présente, à côté d'immenses avantages, aussi quelques inconvénients : l'unité de vue n'est naturellement pas ab-

solue entre les différents auteurs et il en peut résulter des divergences d'opinions. Signalons, à titre d'exemple, les pages consacrées (t. IV, p. 59-61) aux débuts du manichéisme par M. de Labriolle, qui adopte d'autres dates que celles admises par le P. Lebreton (t. II, p. 312 sq.) ou bien encore l'appréciation portée sur Sévère d'Antioche (t. IV, p. 424 sq.) par M. Bréhier, inclinant vers la manière de voir qui fut traditionnelle jusqu'à ces dernières années, tandis que M. Bardy, comme nous l'avons souligné plus haut, adhère à la thèse de M. Lebon, qui lave l'évêque d'Antioche du reproche d'hérésie.

Par ailleurs, le recours à des spécialistes est le meilleur moyen d'obtenir des travaux personnels et rigoureusement au point. Les directeurs de la collection n'ont pas hésité à s'adresser à M. de Plinval (actuellement professeur à l'Université de Fribourg, dans la chaire occupée naguère par M. de Labriolle), dont le nom ne figurait pas dans le prospectus initial, mais qui s'est révélé spécialiste des questions pélagiennes et qui, poursuivant les travaux de M. Souter, est arrivé à reconstituer l'œuvre du moine breton, lui reconnaissant vingt et un ouvrages encore existants, dont neuf lui étaient attribués pour la première fois.

Ce 4<sup>me</sup> volume aborde, comme on l'a vu, un certain nombre de questions — quelques-unes un peu délicates — qui ont été renouvelées au cours de ces dernières années. Elles ont permis aux auteurs de montrer combien minutieusement ils les avaient suivies et fourni aux directeurs l'occasion d'affirmer à nouveau, d'une manière significative, l'esprit qui les dirige.

*L. Wæber.*

---

**Alexander Pfister : Georg Jenatsch.** Sein Leben und seine Zeit. 308 SS. Mit einem Bildnis. Basel, Benno Schwabe & Co, 1938. Geb. Fr. 11.—

Das vorliegende Buch von Al. Pfister, während langen Jahren Lehrer am Mädchengymnasium in Basel, verdient als ein ganz neuer Versuch, den bündnerischen Prädikanten, Konvertiten, Militär und Staatsmann aus seiner Zeit heraus unserem Verständnis näher zu bringen, die ungeschmälerte Beachtung auch der wissenschaftlichen Kreise, obgleich im Interesse der Lesbarkeit des Buches und der steigenden Publikationschwierigkeiten der wissenschaftliche Apparat auf das Allernotwendigste beschränkt werden mußte. Wir dürfen die letztere Tatsache als das einzig Bedauerliche an diesem wirklich verdienstvollen Werke vorwegnehmen; denn die erwähnten Gründe haben Pf. bestimmt, auch auf eine eingehendere, an sich sehr berechtigte Auseinandersetzung mit den bisherigen Auffassungen zu verzichten. Das heißt jedoch keineswegs, daß dem aufmerksamen Beobachter die neuen Wege, die Pf. beschreitet, verborgen blieben.

Es liegt nicht in unserem Aufgabenkreis, dieser Darstellung in der Zeichnung der verwickelten politischen Verhältnisse oder gar der wechsellvollen militärischen Ereignisse im einzelnen zu folgen. Doch darf hervorgehoben werden, daß keiner sich durch diese sorgfältig geschilderten Vorgänge, die zeitweilig die Persönlichkeit von Jenatsch etwas in den Hintergrund drängen müssen, vom Studium des sonst spannungsreich



geschriebenen Buches abschrecken lassen soll. Es ist nämlich das Bestreben Pf., darin kann man ihm nur voll zustimmen, die Persönlichkeit von Jenatsch ganz in den Rahmen der Zeitgeschichte einzuordnen.

Was Pf. nach einer sehr gut durchdachten, vielleicht etwas zu kurzen Skizze über die historische Sonderlage Graubündens in jener Zeit, von der Jugend- und Studienzeit des späteren Staatsmannes darbietet, gehört mit den Schlußkapiteln zum Bestgeschriebenen des Buches, offenbart aber auch sofort die großen Vorzüge seiner Quellenkritik: peinlich genaues Abwägen aller Zeugnisse, eine fast bis zur Ängstlichkeit wachsende Zurückhaltung vor persönlichen Urteilen in strittigen Fragen, die aber mit positiver Bewertung wechselt, sobald das gründliche Studium der stofflichen Grundlagen solches erlaubt. Die kritische Haltung Pf. zeigt sich vor allem in einer sachgemäßen Einordnung der zeitgenössischen Geschichtschreibung, deren Rätsel er zu entwirren sucht. So verdient und bedeutsam manche Geschichtschreiber, wie der berühmte Chronist Fortunat Sprecher oder noch mehr Ulysses v. Salis als Memoirenschreiber, durch ihre Werke sind und bleiben, so sehr erheischt ihre Voreingenommenheit als zeitgenössische Parteigänger und Gegner des von unten emporgestiegenen Staatsmannes Jenatsch eine behutsame Kritik (vgl. z. B. 227, 234 f.). Gerade nach dieser Richtung und in der Beschaffung zahlreicher neuer Archivalien liegt ein großes Verdienst dieser neuen Biographie, die aus diesem Grunde in vielen Ergebnissen vom Bisherigen stark abweicht.

Worin liegen die neuen Akzente dieser Darstellung? Die Beantwortung dieser Frage lenkt uns sofort auf jene Bereicherung des Geschichtsbildes, die uns hier besonders gefangen nehmen muß. Es ist die Darstellung und Neubewertung der gesamten religionspolitischen Vorgänge, wie sie sich mit der Persönlichkeit von Jenatsch verknüpfen: seine eigene religiöse und politische Wandlung vom extremistischen Prädikanten und französisch-venezianischen Parteigänger zum Katholiken und Staatsmann, der den so notwendigen Ausgleich der Parteigegensätze im Interesse des eigenen Vaterlandes nur im Frieden mit Österreich-Spanien und im Bruch mit Frankreich erblickt. Verkettet bleiben alle diese Probleme mit der Religionspolitik Graubündens und der fremden Mächte — Frankreichs, Österreichs und Spaniens und der römischen Kurie — in den bündnerischen Untertanengebieten und in den Tälern des Engadins und Prättigaus. Es wird Pf. wohl nicht leicht gelingen, seine durchaus gründlich belegten und wohl überdachten Auffassungen allseitig zur Geltung zu bringen. Das liegt nicht an ihm; der Blick für das richtige Verständnis der damaligen Verhältnisse ist leider durch die neuere Geschichtschreibung vielfach mehr als getrübt worden. Es genüge hier, als Beispiel, den einseitig nach Frankreich und dem Protestantismus orientierten Historiker Eduard Rott zu nennen. Dagegen erklärt ein Historiker wie Richard Feller (*Geschichte der Schweiz II*, 27f.), daß der Bruch Graubündens mit Österreich-Spanien ein Irrtum gewesen sei (vgl. ebda. p. 37ff. zur Charakteristik neuerer Wandlungen der Geschichtsauffassungen). Daß die protestantische Religionspolitik Bündens im Veltlin eine höchst unglückliche war, weil sie gewaltsam verwirklichen wollte, was Tradition und natürliches Milieu,

Sprach- und Wesensgemeinschaft mit Italien nicht zuließen, darf man wiederum z. B. von der Darstellung C. Camenisch's aus der Schule W. Öchslis nicht erwarten. Doch Pf. verfällt nun nicht in den Fehler, solche Auffassungen einfachhin aus persönlicher Stellungnahme heraus zu bekämpfen. Er bemühte sich vielmehr in gerechtem Bestreben, beispielsweise das von P. Adelhelm Jann zur Verfügung gestellte Material aus dem Archiv der Kongregation de propaganda fide in Rom in den gesamten Quellenbefund einzuordnen und so eine sehr empfindliche Lücke zu füllen. Das Bild muß sich nun notwendigerweise verändern. Schuld und Unschuld können nun nicht mehr mit rascher und sicherer Gebärde verteilt und die Problemlage schlechthin vereinfacht werden.

Nach dem Gesagten kann es nicht mehr überraschen, daß Pf. die Konversion von Jenatsch als aufrichtig betrachtet, deren Motive nicht mehr schlechthin in der ehrgeizigen aufstrebenden Politik des Staatsmannes zu erblicken sind, sondern in einem persönlichen Durchdenken theologisch entscheidender Fragen (s. den Briefwechsel zwischen den Prädikanten St. Gabriel und Jak. Ant. Vulpius und Jenatsch p. 189ff., 195ff.) und sodann in einer gereiften Konzeption der Religionspolitik, wie sie sich aus der unabweisbaren Beachtung des neu zur Geltung gekommenen Universalismus der katholischen Reformidee ergeben mußte. Pf. erhebt dabei nicht den Anspruch, alle Rätsel gelöst zu haben. Er weiß, daß die gewaltsame Beseitigung Stampas in Chiavenna auf den Konvertiten kein günstiges Licht wirft, aber die Tat bedarf, was die inneren Motive betrifft, einer näheren Abklärung und erst dann kann sie in ihrer Tragweite und im Rahmen der zeitgenössischen Geschichte richtig erkannt und beurteilt werden (253).

Für das Verständnis vor allem des Konvertiten und des überragenden Staatsmannes, das war Jenatsch, für die wahre Bewertung der bündnerischen Religionspolitik in den Untertanenlanden wird das Buch Pfisters grundlegend bleiben. Es ist eine Leistung, deren Bedeutung angesichts der damaligen Verkettung der bündnerischen mit der europäischen Politik stark über den Rahmen der engeren Landesgeschichte hinausreicht. Der Kirchenhistoriker wird sie wegen der weitgehenden Berücksichtigung des Religionsgeschichtlichen besonders zu schätzen wissen.

*Oskar Vasella.*

---

**Scriptoria medii aevi Helvetica.** — Denkmäler schweizerischer Schreibkunst des Mittelalters III. Schreibschulen der Diözese Konstanz. St. Gallen II. Herausgegeben und bearbeitet von **A. Bruckner.** Druck und Verlag Roto-Sadag A.-G., Genf 1938.

Mit großer Freude wird auch diese dritte Lieferung der Denkmäler schweizerischer Schreibkunst im Mittelalter von den Interessenten entgegen genommen werden. Sie umfaßt 132 Seiten Text, eine doppelseitige Farbtafel und 56 Tafeln. Gewidmet ist sie verdientermaßen der Gattin des Bearbeiters, dessen emsiger Mitarbeiterin, und weist mit dem angegebenen Bestande im Vergleiche zu ihren beiden Vorgängerinnen einen erheblich umfang-

reicheren Textteil und eine höhere Anzahl von Tafeln auf. Dies und die Beigabe der Farbtafel wurde durch eine größere Subvention seitens des Katholischen Administrationsrates und der Regierung des Kantons St. Gallen ermöglicht.

Der Text schildert zunächst (S. 11-48) die Entwicklung der Bibliothek und Schreibschule St. Gallens vom VII. bis zum XII. Jahrhundert. Für deren Anfänge muß B. sich aus Quellenmangel mit vorsichtigen Äußerungen begnügen, macht es aber wahrscheinlich, daß infolge der verschiedenartigen Herkunft der Bewohner der Galluzelle dort burgundisch-fränkische, rätische, italienische, irische und vielleicht sogar spanische Schreibgewohnheiten herrschten, daß die ältesten St. Galler Kodizes einen ähnlichen Charakter aufgewiesen haben wie die früheren Bobbieser, nur mit einem gegenüber dem italienischen Elemente stärkeren merovingischen und rätischen Einschlage neben dem irischen.

Festeren Boden betritt die Untersuchung erst mit dem Zeitpunkte der Umwandlung der Galluzelle in ein Benediktinerkloster (747-8), seit Otmar, unter dem sich die Herausbildung der Buchminuskel aus der Kursive vollzogen haben dürfte. Unter seinem Nachfolger Johannes tritt dann die wichtige Schreiber- und Kompilatorentätigkeit Winithars in die Erscheinung, der vielleicht die St. Galler Schule geleitet hat. Indessen sind in dieser Zeit Schreibschule und Bibliothek noch bescheiden an Material, Umfang, Kräften und Leistungen. Nicht viel anders ist das Bild unter Waldo († 814). Erst mit der Förderung der Abtei unter Ludwig dem Frommen und den deutschen Karlingern entfaltete sich auch die St. Galler wissenschaftliche Tätigkeit wesentlich. Die Namen der Äbte Gozbert (816-37), Grimalt (841-72), Hartmut (872-83) und Salomon III. (890-913) sind Marksteine der Entwicklung. Unter Gozbert wird der Grund für den Aufstieg von Schule, Schreibstube und Bibliothek gelegt; sie erhalten eigene Gebäulichkeiten; die Schreiber mehren sich, die Zahl der hergestellten Bände nimmt zu, das Pergament zeigt bessere Beschaffenheit und sorgfältigere Bearbeitung, die Beschriftung wird kalligraphischer, die Ausschmückung künstlerischer, Skriptoren und Miniaturen scheiden sich voneinander.

Auf dieser Grundlage baute die Zeit der Äbte Grimalt und Hartmut weiter. (Unter dem letztgenannten hat sich die reine karlingische Minuskel durchgesetzt, während der alte alemannisch-st. gallische Duktus der Schrift kaum noch nachklingt). Das Zeitalter des Abtbischofs Salomon III. bedeutet nach den Worten Bs. « das Ausklingen der klassischen Periode, stets auf höchstem künstlerischen und kalligraphischen Niveau ». Hierauf folgt das für die Entwicklung von Schreibstube und Bücherei wenig bedeutende und an schlimmen Rückschlägen reiche X. Jahrhundert. Aber noch an seinem Ende setzt ein neuer Aufschwung unter Abt Immo (976-84) ein, der nach etwa 100 Jahren seinen Abschluß fand.

Diesen notwendig knappen, aber an zahlreichen hochinteressanten Beobachtungen reichen Ausführungen schließt sich (S. 49-127) die Beschreibung der Handschriften an. Sie beruht vornehmlich auf einer systematischen Durcharbeitung der betr. Bestände der St. Galler Stiftsbibliothek.

Von ihr sind fast 300 Bände herangezogen. Erst in weitem Abstände folgt die Zürcher Zentralbibliothek mit 18 und dann die St. Galler Stadtbibliothek mit 10 Bänden. Die staatliche Bibliothek zu Bamberg, die Basler Universitätsbibliothek, die Preußische Staatsbibliothek Berlin, die Genfer bibliothèque publique et universitaire, die Pierpont Morgan Library in New-York, das Londoner British Museum und die Zofinger Stadtbibliothek sind mit je einem Beispiele vertreten. Die herangezogenen Bände (die Ausfüllung von Lücken ist der vierten Lieferung vorbehalten) erhalten eine Beschreibung, die über alle wesentlichen Dinge genaueste Auskunft gibt. Ein zweifaches Abbildungsverzeichnis (S. 129-132) nach Tafeln und nach Bibliotheken erleichtert die Benützung der 56 Tafeln und verbessert kleine Irrtümer in deren Bezeichnung, die wohl gleichmäßiger hätte sein können. Auch der Großteil der Abbildungen — über 100 — entstammt der Stiftsbibliothek St. Gallen. Erfreulicherweise geben sie auch eine Reihe von verschiedenartigen Einbänden wieder.

Alles in allem darf gesagt werden, daß sich die vorliegende Lieferung würdig ihren beiden Schwestern anreihet, daß sie rühmlich Zeugnis ablegt für den großen Fleiß und die umfassenden Kenntnisse des Bearbeiters und für das hohe technische Können seiner Mitarbeiter. *Hans Foerster.*

---

**Verzeichnis der Handschriften im Deutschen Reich.** Bearbeitet im Auftrag des Reichsministeriums für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung. Teil I: **Die Handschriften der Staats- und Universitätsbibliothek Breslau.** Band 1. Lieferung 1. Leipzig, Otto Harrassowitz 1938. S. 1-80.

Die Erschließung der in den öffentlichen und größern privaten Bibliotheken liegenden Hss. durch gedruckte Kataloge ist immer noch ein dringendes Bedürfnis, obschon bereits viele Bibliotheken ihre Hss.-Bestände durch Verzeichnisse zugänglich gemacht haben. Keineswegs ist ja auf diesem Gebiete die Hauptsache geleistet, besitzen doch große Nationalbibliotheken noch lange nicht vollständige gedruckte Inventare ihrer Hss.-Fonds. Neben den Verzeichnissen einzelner Bibliotheksbestände hat sich seit längerer Zeit das Bedürfnis nach zusammenfassenden Hss.-Katalogen einzelner Staaten geltend gemacht. In dieser Hinsicht verdienen Gustav Haenels *Catalogi librorum manuscriptorum qui in bibliothecis Galliae, Helvetiae, Lipsiae, Belgii, Britanniae, Hispaniae, Lusitaniae asservantur* (Lipsiae 1830) noch heute Beachtung. Das große « Beschreibende Verzeichnis der illuminierten Hss. in Österreich » und etwa G. Mazzatintis *Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia* oder der von Seymour de Ricci und andern jüngst herausgebrachte *Census of Mediaeval and Renaissance MSS. in the USA* sind vorbildliche Leistungen auf dem Gebiete gesamtstaatlicher Hss.-Kataloge, wobei jedes Unternehmen wieder eine besondere Eigenart, eine bestimmte Note hat. In den 80er Jahren des letzten Jahrhunderts wurde in Deutschland der Plan eines Hss.-Verzeichnisses für Preußen gefaßt, von dem aber nur der staatliche Göttinger Katalog 1894 erschienen ist. Nicht an ein gemeinsames Schema gebunden, haben in den folgenden Jahrzehnten zahlreiche kleinere und größere deutsche



Bibliotheken sodann ihre Hss.-Bestände durch z. T. ausgezeichnete Kataloge zugänglich gemacht. Nun ist neuerdings der alte preußische Plan wieder aufgegriffen, entsprechend dem heutigen Umfang des Deutschen Reiches ausgebaut und ausgedehnt worden. Als erster Teil im Gesamtunternehmen erscheint der Breslauer, im 2. Teil der Grazer, im 3. der Königsberger Hss.-Katalog.

Die Anlage des vorliegenden 1. Teiles, maßgebend wohl auch für die späteren Teile, ist einfach, klar, übersichtlich gehalten. Die Beschreibung des Inhaltes wie der Hss. selbst ist knapp, doch für den Hss.-Forscher durchaus genügend. Kürzer bei spätmittelalterlichen Codices, ist sie bei frühmittelalterlichen (auch Fragmenten, Buchumschlägen usw.) ausführlich genug. Der einzelne Codex hat seine Zählnummer, die mit der Signatur des Bandes, die am Kopfe jeder Stückbeschreibung steht, nichts zu tun hat. Dieses Zählnummernsystem hat sich bewährt in andern Verzeichnissen (vgl. z. B. Katalog der Hss. der Zürcher Zentralbibliothek). Die Beschreibung besteht aus den Angaben über Bandzahl, Schreibstoff, Blattzahl, Größe, Entstehungszeit, Herkunft; Spaltenanzahl, Buchschmuck (wie Initialen, Minierung, Rubrizierung usw.), Einband (auch genaue Beschreibung bei Kunsteinbänden), Besitzervermerke, originale Provenienzeinträge u. a. m. Die exakte Inhaltsangabe mit Incipit- und Explicit-Angabe lassen den Codexinhalt ohne weiteres festhalten.

Da der vollständige Breslauer Band noch nicht vorliegt, läßt sich über den Gesamthalt der Codices dieser berühmten Bibliothek noch nichts Genaueres mitteilen. Vieles ist daraus in der Literatur bekannt. Der 1. Faszikel enthält vorwiegend theologische Werke, wie Bibeln, Liturgica, solche in großer Anzahl, Kommentare, kanonisches Recht usw. Herkunftsmäßig stammen die meisten Bände aus ostdeutschen Stiften und Klöstern. Damit wird eine außerordentlich wichtige, bis jetzt nur viel zu wenig bekannte Quelle zur Geistesgeschichte Schlesiens im 13.-15. Jh. — denn aus dieser Zeit stammen die allermeisten Codices — erschlossen. Die Fülle von z. T. wichtigen und interessanten Einzelheiten, die aus Schreibereinträgen, Provenienzvermerken, Einbänden, Miniaturen usw. gewonnen werden und unser Bild der damaligen Kultur jener Gegenden ungemein bereichern, sei bei späterer Gelegenheit erörtert.

Mit diesem ersten aufschlußreichen Band hat sich das Verzeichnis der Hss. im Deutschen Reich bereits einen bedeutenden Platz in der Katalog-Literatur verschafft. Unsere schweizerischen Bibliotheksvorstände mit Hss.-Fonds werden gut daran tun, diesem großangelegten Katalog alle Beachtung zu schenken.

*A. Bruckner.*

**Dr. Braun Albert: Der Klerus des Bistums Konstanz im Ausgang des Mittelalters** (Vorreformationsgeschichtliche Forschungen, herausgegeben von Heinrich Finke, Bd. 14) 1938. Münster. Aschendorff. XIX-200 SS. Geheftet 7,35 RM (Auslandspreis).

Ce livre intéresse spécialement notre pays, puisque la Suisse centrale et orientale faisait partie du diocèse de Constance. L'auteur étudie d'abord,

pour savoir à quel milieu social ils appartenaient, les représentants des divers échelons de la hiérarchie ecclésiastique. Les évêques faisaient partie de la noblesse, moins exclusivement cependant à Constance que dans d'autres diocèses (M. Braun n'admet pas, s'opposant en ceci à M. K. Schœnberger, que l'évêque Heinrich ait passé au pape français lors du Grand Schisme). Il en était de même, en grande partie du moins, pour le chapitre cathédral, tandis que les chanoines de collégiale se recrutaient plutôt parmi les familles du patriciat ou de la bourgeoisie.

Depuis que le Pape était à Avignon, c'était lui qui, de plus en plus, nommait l'évêque, mais non sans tenir compte, maintes fois, des vœux du Chapitre, ou se substituant au contraire à lui lorsque les chanoines, ne réussissant pas à s'entendre, avaient fait appel au Saint-Siège. Il en est de même durant le Grand Schisme, tandis que, dans la suite, l'élection est faite de nouveau, ordinairement, par le corps capitulaire. En résumé, sur les 21 évêques qui se sont succédé sur le siège de Constance pendant les deux siècles étudiés par M. Braun, sept seulement ont été choisis par l'intervention exclusive du Souverain Pontife.

Les monastères, ceux de femmes en particulier, étaient contraints de recevoir les candidats que les évêques leur demandaient d'accepter. Nombre de couvents étaient de la sorte, pratiquement, réservés à la noblesse, et c'est ce qui permit à des monastères tels que ceux de Reichenau, Saint-Gall ou Einsiedeln de conserver leur prestige et leur influence, alors que, au point de vue moral et surtout numériquement, ils avaient considérablement baissé.

Comme conséquence du droit de patronat, les curés et les chapelains étaient nommés le plus souvent par des laïques : des nobles tout d'abord, auxquels succédaient cependant de plus en plus des bourgeois, qui, à leur tour, abandonnaient assez souvent leur droit à la cité. Ces divers collateurs ne résistaient naturellement pas à la tentation de favoriser les leurs, et c'est pour réagir contre les inconvénients de ce patronat laïque que se multiplièrent les incorporations en faveur des couvents surtout, puis aussi des Chapitres. Une plaie, par contre, subsistait et allait même en s'aggravant : le cumul des bénéfices ; tel ecclésiastique était curé de sept ou huit paroisses ; tel autre avait réussi à se faire attribuer jusqu'à douze prébendes.

Un chapitre du livre de M. Braun est consacré à la formation intellectuelle du clergé : les écoles épiscopales diminuaient en importance, et de même celles des couvents, dans la mesure où progressaient au contraire les universités. Utilisant les listes d'étudiants, actuellement publiées, l'auteur aboutit à cette conclusion : sur près de 6000 clercs du diocèse de Constance attestés comme étudiants universitaires pour la période qui fait l'objet de son étude, soit celle qui va de 1300 à 1500, un peu plus de 300 appartiennent au XIV<sup>m</sup>e siècle, 950 à la première moitié du XV<sup>m</sup>e siècle et près de 4700 à la seconde. C'est dire que la formation scientifique du clergé était loin d'être en baisse à la fin du moyen âge ; encore faut-il ajouter que la plupart de ces clercs ne faisaient que commencer leurs études : ils s'inscrivaient à la faculté des arts ; un assez grand nombre suivaient encore les cours de droit, mais très peu ceux de théologie.



M. Braun passe assez vite sur la question de la moralité du clergé, mais il s'arrête plus longuement sur celle, significative et touchante, des témoignages de sa charité. Le chapitre consacré au culte et à la pastoration l'amène à parler de la prédication, des indulgences, des peines ecclésiastiques, spécialement de l'interdit.

Il s'occupe enfin des tentatives de réforme. On sait qu'elles n'eurent guère de résultats ; non pas que certains évêques n'eussent essayé de corriger les abus, mais leurs efforts furent enrayés par le conflit épiscopal qui attrista le diocèse de Constance après le milieu du XV<sup>m</sup>e siècle. L'évêque était, d'autre part, quant à l'administration de son diocèse, malheureusement lié par son chapitre cathédral, et ses essais de réforme étaient paralysés en outre par les obstacles que constituaient les exemptions du clergé et l'application du droit de patronat. M. Braun ajoute cette remarque très juste : de fréquentes interventions disciplinaires de la part de l'autorité ecclésiastique, loin d'être, pour une époque, la preuve d'un recul au point de vue moral, sont au contraire l'indice d'une salutaire réaction, tandis qu'un siècle où le pouvoir central se tait peut être une époque de grande décadence.

Le sujet, très vaste, abordé par M. Braun n'a pas été épuisé, en ce sens qu'il n'a nullement cherché à entreprendre pour le grand diocèse de Constance les enquêtes de détail qui, seules, permettraient de porter un jugement définitif. Il ne s'est guère livré lui-même à des travaux d'archives ; il s'en tient aux études spéciales déjà publiées sur telle abbaye, telle paroisse, telle institution. Il a, en particulier, pour la première fois, utilisé les registres dans lesquels M. K. Rieder a condensé le résultat de ses longues recherches sur les évêques de Constance. Dans ces conditions, l'auteur, loin de vouloir étaler sous les yeux des lecteurs des statistiques de détail, se contente, avec raison, de citer un exemple ou l'autre à l'appui des conclusions générales auxquelles il estime pouvoir aboutir. Celles-ci ne seront vraisemblablement guère modifiées par les études ultérieures qui permettront de compléter les enquêtes auxquelles s'est livré M. Braun. Son travail, pour n'être nécessairement qu'un essai et une synthèse provisoire, n'en montre pas moins ce qu'une appréciation droite, alliée à une stricte méthode historique, quand on les applique à des données sérieusement établies, peuvent fournir de précisions et de conclusions suggestives. On contribue de la sorte, ainsi que l'auteur le fait remarquer dans son introduction, à porter sur la situation de l'Eglise avant la Réforme des appréciations plus équitables que celles, passionnées et contradictoires, des historiens d'autrefois : les uns, même Janssen, étant enclins à embellir, tandis que d'autres exagéraient en sens inverse. C'est l'un des mérites de M. H. Finke d'avoir ouvert ici la voie et d'y avoir engagé ses élèves.

*L. Wæber.*

